

L'Humain d'abord



Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 11 au 24 août 2014 – n°156

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Savez-vous (bien) parler la langue de bois ? Par Benjamin König

« Réformer la France dans le vivre-ensemble et les principes républicains pour un nouveau pacte social, une société plus juste et plus démocratique, dans la transparence et le respect des partenaires sociaux. » Ce genre de phrase bateau envahit nos écrans, nos radios, jusqu'aux estrades des meetings politiques. Mais d'où vient tout ce charabia politicien ? Est-il inoffensif ?

«Le camp de la France, c'est celui de la paix. » Quelle phrase plus creuse symbolise mieux les renoncements du gouvernement français face à l'agression israélienne à Gaza ? Qui imagine que Manuel Valls – l'auteur de cette lapalissade – puisse déclarer que la France est dans « le camp de la guerre » ? Un premier ministre, chanteur autoproclamé du « parler vrai », déclarant à la radio (défense de rire) : « Il y a un cap et ce cap c'est le mouvement, c'est la réforme pour l'intérêt général, pour les Français. » Cette phrase ne veut rien dire ? C'est normal. C'est même fait exprès.

On appelle communément ce genre de sentences vides « langue de bois », sans se douter que l'apparence inoffensive de ces phrases masque l'appauvrissement généralisé du langage, et donc de la réflexion citoyenne. Depuis quelques années, la récession est devenue une « croissance négative », la « flexi-sécurité » sonne mieux que « facilitation des licenciements ». Par un coup de baguette magique socialiste, l'austérité est devenue le « redressement ». Eux-mêmes ne sont pas dupes de leurs tours de passe-passe sémantiques : Arnaud Montebourg, alors ministre du Redressement productif, servait la même boutade à qui voulait l'entendre : « Je suis le ministre du Dressement reproductif. » Pour Christian Salmon, écrivain et chercheur en linguistique, « la gauche, faute de proposer une alternative crédible, se paie de mots, de valeurs abstraites, et adopte des postures moralisatrices qui sont constamment démenties par les faits. Tartuffe était socialiste ». Le PS au pouvoir ne détient pas l'apanage de ce sabir technocratique. On se souvient des fulgurances grand-guignolesques du publicitaire Jean-Pierre Raffarin : « La route est droite, mais la pente est forte. » Sans oublier le savoureux : « L'avenir est une suite de quotidiens. » On aurait tort de croire que cette métamorphose du langage est uniquement sémantique : après tout, les langues changent, mutent. Mais dans ce cas, cette évolution est porteuse d'un réel projet politique. Gommer les antagonismes de classes, les rapports hiérarchiques au travail : la novlangue qui a envahi notre espace professionnel et public est bien d'inspiration libérale. On ne va plus voir le chef du personnel, mais le DRH. Les licenciements collectifs ont été remplacés par des « plans de sauvegarde de l'emploi ».

« FLEXI-SÉCURITÉ »

Tuer le sens du travail en dénaturant les mots, c'est tuer en même temps toute possibilité de solidarité, toute perspective syndicale. L'écrivain italien Leonardo Sciascia décrivait avec justesse cette dérive : « La novlangue est le langage du non-dire. »

Et si, en réalité, nous en étions rendus à cette société orwellienne dépeinte avec génie dans « 1984 » ? En écrivant cet ouvrage où apparaît pour la première fois le concept de « novlangue », George Orwell pouvait-il imaginer que l'entreprise de destruction du langage serait en cours aujourd'hui ? Le principe est simple : réduire le nombre de mots, les fusionner, amenuiser ainsi le nombre de concepts avec lesquels les citoyens peuvent réfléchir, les forcer à raisonner par l'émotion. Pourtant, jamais aucune société n'a vécu avec un bagage culturel aussi élevé que la nôtre : nous sommes toutes et tous à même de saisir le non-sens absolu des baratins politiques. Le comédien et éducateur populaire Franck Lepage a tiré de ce charabia technocratique un sketch hilarant : avec une dizaine de mots creux, vous pourrez construire un discours type, interchangeable, utilisable sur toutes les estrades de France et de Navarre. Essayez donc avec ceux-ci : réforme, changement, républicain, contrat, unité. Les copies sont à rendre pour la rentrée.

SOMMAIRE

P1 Édito - Sommaire

P2 Manifestation samedi 9 août pour la fin de l'agression israélienne et du blocus de Gaza ; Agenda

P3 Censure du pacte de responsabilité : "Une politique qui oublie ses valeurs de gauche est une impasse" ; Huma Dimanche du 7 août ; Turquie: S. Demirtaş, candidat des forces démocratiques, crée la surprise à gauche ; Jour de libération fiscale : le poujadisme 2.0

P4-5 L'actualité de la paix

P5 Loyer du Vélodrome de Marseille : une mise au point

P6 Nous portons plainte pour injure contre le Maire de Saint-Étienne! (JC42) ; Oh ! le vilain petit canard !



P7 Commémorer Maurice Thorez (1900 – 11 juillet 1964) : une nécessité pour le PCF et les communistes ; A lire

P8 Transition énergétique : priorité au service public ! ; La Fête de l'Humanité 2014, c'est parti ! ; A voir sur l'internet ; Pétitions en ligne ; Aidons l'Huma

Manifestation samedi 9 août pour la fin de l'agression israélienne et du blocus de Gaza

Le front de gauche se félicite de l'arrêt des bombardements criminels de l'État d'Israël sur la bande de Gaza, mais la plus grande vigilance s'impose. Cette situation doit être mise à profit pour renforcer encore le mouvement de solidarité autour du peuple palestinien pour créer les conditions d'un cessez le feu et d'une paix durable dans cette région du monde.

Depuis 7 ans, le peuple palestinien à Gaza, est soumis à un blocus inacceptable et soumis à des agressions barbares de l'état colonialiste israélien, qui viole impunément le droit international et qui ne respecte aucune des résolutions de l'ONU depuis 1948.

Depuis le 8 juillet, les écoles (y compris celles administrées par l'ONU et accueillant des réfugiés palestiniens au sein de leur propre pays), les marchés, les hôpitaux ont été l'objet de bombardements quotidiens, la seule centrale électrique de Gaza a été mise hors d'état de fonctionner et les victimes civiles se sont multipliées (75% des morts).

Israël cherche en fait à rendre impossible l'établissement d'une paix durable, en tentant en particulier d'empêcher la constitution d'un gouvernement palestinien d'union nationale.

Le gouvernement français qui s'est constamment aligné sur la position du gouvernement d'Israël s'est rendu complice des crimes de guerre de cet état. Il a tenté tout récemment de faire croire qu'il s'insurgeait contre les massacres de populations civiles alors que ceux-ci durent depuis le début du conflit.

François Hollande a parlé d'agir mais n'a demandé aucune sanction à l'égard d'un état qui viole le droit international alors que dans le même temps des sanctions à l'égard de la Russie ont été prises. Pire, le gouvernement a tenté de transformer, aux yeux de l'opinion publique, les mouvements de solidarités avec la Palestine en manifestations antisémites. Il a même stigmatisé la jeunesse des quartiers populaires.

Le Front de gauche dénonce ces tentatives de criminalisation du mouvement de solidarité et demande l'arrêt des poursuites engagées contre Alain Pajot, membre du NPA, pour avoir, malgré l'interdiction de la préfecture de police, continué à appeler à manifester en solidarité avec le peuple palestinien comme l'ensemble des organisations qui appelaient à cette manifestation.

Dans le même temps, le gouvernement laisse faire la Ligue de défense juive, groupuscule d'extrême droite raciste et violent.

Il serait temps que le gouvernement retrouve la voie traditionnelle de la France en faveur d'une diplomatie de soutien à l'égard de la Palestine et d'une paix juste et durable permettant de garantir la sécurité de tous les peuples de la région.

Le Front de gauche participe aux mobilisations de soutien au peuple palestinien et se félicite de la solidarité qui s'exprime dans tout le pays et dans le monde. Il appelle toute la gauche à réagir, et toutes les personnes éprises de paix et de justice à poursuivre leur mobilisation. Il faut rompre l'isolement dont souffrent les palestiniens au plan international à l'exception de quelques actes diplomatiques justes de plusieurs pays d'Amérique latine.

Il n'y aura pas de cessez le feu durable sur la base du statu quo. Une paix juste et durable appelle la levée du blocus de Gaza, le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés illégalement, la libération des prisonniers palestiniens et notamment de Marwan Bargouthi, et la reconnaissance d'un état palestinien souverain dans les frontières de 1967 avec Jérusalem est comme capitale.

Le Front de gauche appelle

- à manifester samedi 9 août avec le Collectif national pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens.

- à exiger du gouvernement français qu'il agisse pour que des sanctions soient prises au plan commercial avec Israël en France et en Europe qui doit rompre les accords d'association avec l'État d'Israël

- à faire signer l'Appel lancé par 100 personnalités européennes et françaises à mettre sous protection internationale le peuple palestinien, et qui a recueilli à ce jour près de 30 000 signatures ;

- à développer des initiatives locales : rassemblements, délégations en préfecture et auprès des autorités

Agenda

Le lundi à 17H30 réunion collectif Roms

Réunion Collectif urgence Gaza

Chaque mardi de 17h à 21h - Rue du Travail à Annecy
Rencontres sur le terrain des Incroyables Comestibles :
visite du jardin, apéritif dans le salon d'extérieur,
projection de films. Échangeons sur nos points de vue et sur nos vies !

Chaque Mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns

Dimanche 10 août : Journée festive du Collectif Transition à Chavanod, route de la Foire : amener 1 pique-nique qui sera mis en commun, échanger et pratiquer diverses activités gratuites dès 10h (Apprentissage de l'auto-massage - Initiation Salsa - Cours sur les Arbres Fruitières - Qi-Gong - Yoga - Confection d'Atébas, ...)

Mardi 12 août à 20h50 le film Gasland repasse sur Arte. A VOIR ABSOLUMENT! <http://future.arte.tv/fr/sujet/gaz-deschiste-la-controverse-dune-ressource>

**Jeudi 14 août 18h devant la préfecture d'Annecy
Manifestation contre l'agression israélienne à Gaza**

20h Alterlocal en partenariat avec les Incroyables Comestibles
Le Secret des Champs (documentaire Durée : 90 min)

**Samedi 16 août 17h Chambéry devant la Sasson
manifestation contre l'agression israélienne à Gaza**

Lundi 18 août Cérémonies du 70e anniversaire de la libération de la vallée de l'Arve. 9H départ du bus de Scionzier pour la tournée des stèles des communes alentour.

Mardi 19 août 10 h place du Souvenir Annecy Cérémonie commémorative de la Libération suivie d'une visite commentée de l'expo du CRD74 "Notre mémoire vivante" à la galerie de l'hôtel de ville

Mercredi 20 août 20h Alterlocal Projection de "Soleil Vert"

Jeudi 21 août Cérémonies commémoratives de la Libération Seynod 10 h à Sacconges Vieugy et 11 h à Balmont

20h Alterlocal en partenariat avec les Incroyables Comestibles
Projection "Nos enfants nous accuseront"

22 au 24 août [CAMPING CITOYEN AUX CONFINS](#)

**Samedi 23 août 15h devant la préfecture d'Annecy
Manifestation contre l'agression israélienne à Gaza**

Mardi 26 août 19H30 repaire là-bas si j'y suis Cervens chez Lulu (anc. Bar Fleuri, entre l'église et la mairie de Cervens)

Censure du pacte de responsabilité : "Une politique qui oublie ses valeurs de gauche est une impasse"

En retoquant l'article premier du budget rectificatif de la sécurité sociale, qui proposait un allègement des cotisations salariales, le Conseil constitutionnel vient de réduire en cendres le pacte de responsabilité.

Pour mieux faire passer la pilule des 41 milliards d'euros versés, sans la moindre contre-partie, aux entreprises, le gouvernement avait proposé un dangereux "volet social" sous la forme d'un allègement des cotisations sociales. Derrière le rideau de fumée d'un coup de pouce au pouvoir d'achat des salariés les plus modestes, il était surtout question d'une nouvelle attaque visant le financement de la sécurité sociale. Pour les retraites, la protection sociale et l'assurance maladie, cette décision était particulièrement régressive.

Pour sauver la face, le gouvernement vient d'annoncer, pour la rentrée, "des mesures alternatives de même ampleur". Le pacte de responsabilité n'a pas été proposé aux Français lors de la dernière campagne présidentielle. Il conduit le pays à la catastrophe. Emploi, croissance, dette publique, les objectifs fixés par Hollande et Valls ne sont pas atteints. D'un côté, toujours plus d'efforts pour le monde du travail sans que rien de positif n'apparaisse à l'horizon, de l'autre toujours plus de cadeaux à un patronat qui en demande toujours davantage. Tout cela plonge le pays dans une crise économique et sociale d'un niveau inégalé. Alors que l'exécutif prépare l'opinion publique à une nouvelle cure d'austérité, et alors que Berlin vient de réaffirmer à la France sa volonté de ne rien lâcher, la solution passe par un changement de politique permettant le redressement du pays.

Une politique qui oublie ses valeurs de gauche est une impasse. Notre pays n'est pas condamné à l'austérité à perpétuité. Une nouvelle espérance peut naître des défis à relever.

Olivier Dartigolles, porte parole du PCF

Turquie: S. Demirtaş, candidat des forces démocratiques, crée la surprise à gauche

R.T. Erdogan a été élu président de la République, dès le premier tour, avec 51,7%. Il a mené une campagne brutale, populiste et déloyale en monopolisant notamment les médias. En polarisant à outrance les enjeux, R.T. Erdogan n'apporte aucun apaisement dans une société profondément divisée. Son premier discours sur la « Nouvelle Turquie » n'augure pas de changement dans la politique de répression contre les démocrates, les procès politiques, la personnalisation du pouvoir au service d'un capitalisme sauvage.

Les sociaux-démocrates (CHP) et l'extrême-droite nationaliste (MHP) s'étaient unis pour la circonstance en désignant un candidat commun. E. Ihsanoglu, ancien directeur de l'Organisation de la Conférence Islamique, avec 38,5%, n'atteint pas son objectif. Ce résultat entérine la fin d'une forme d'hégémonie du kémalisme.

Ce bilan est inquiétant pour l'avenir du peuple en Turquie et pour l'équilibre du Proche-Orient déjà soumis à rude épreuve.

S. Demirtas, candidat du HDP a créé la surprise, en recueillant 10 % soit une progression de 4% par rapport au scrutin de mars dernier. Sa campagne militante, dynamique et moderne s'est adressée à l'ensemble de la société turque. Il s'est fait le porte-parole des opprimés, a su rassembler les minorités, notamment les Kurdes ainsi qu'une grande partie de la gauche faisant à nouveau souffler l'esprit de Gezi. Le HDP s'impose comme une force d'avenir.

La question qui se pose pour l'ensemble des progressistes de Turquie réside désormais dans la résistance à la politique d'Erdogan. Ce dernier ne bénéficie pas d'un soutien sans faille. L'ampleur des mouvements politiques et sociaux, comme ceux de la place Taksim, des kurdes ou des alévis ont fait reculer la peur, ont redonné espoir et témoignent de l'immense aspiration à la liberté et à la justice.

Les progressistes de Turquie trouveront toujours à leur côté le Parti Communiste Français dans le combat pour une Turquie démocratique, moderne, laïque, respectueuse des droits de tous.

Jour de libération fiscale : le poujadisme 2.0

Les antifiscalistes célèbrent dans les médias et sur internet le « jour de libération fiscale », qu'un obscur institut économique, très proche des mouvements ultralibéraux, a fixé au lundi 28 juillet.

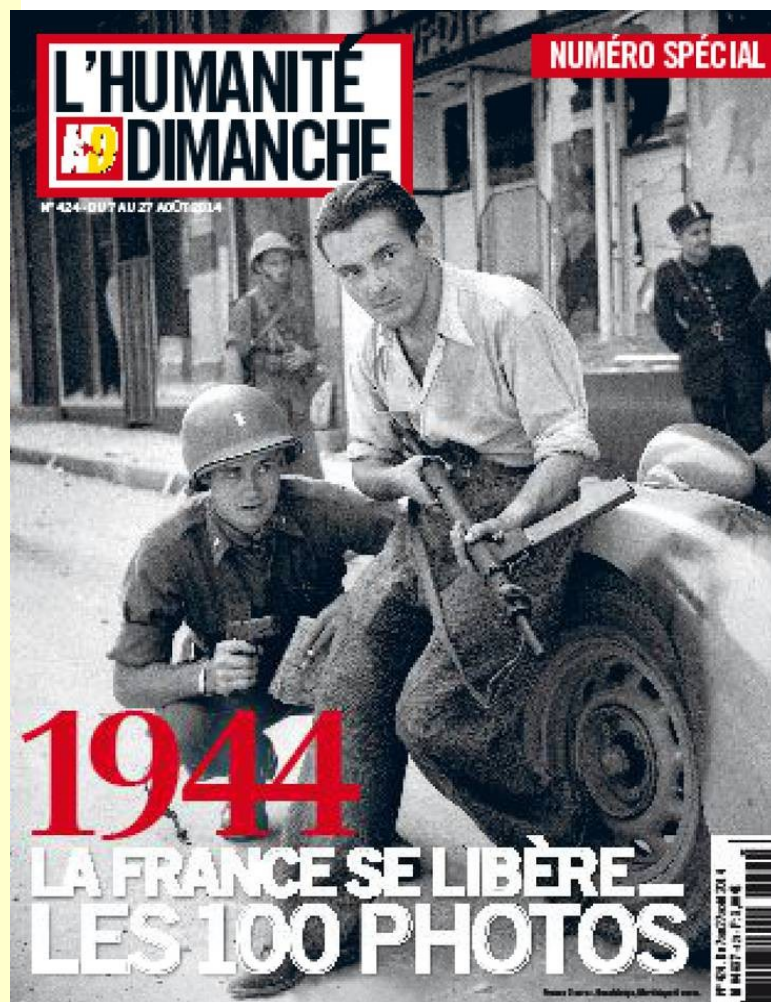
On pourrait s'appesantir sur la méthode de calcul qui, entre approximations et mauvaise-foi délibérée, confond pêle-mêle TVA, cotisations patronales et salariales, foyers fiscaux et contribuables, le tout en feignant d'ignorer qu'une écrasante majorité des prélèvements est redistribuée sous forme de revenus (aide aux entreprises, prestations sociales...)

Mais le plus intéressant demeure son fond idéologique à peine voilé. L'impôt serait un racket d'État, et le salarié un otage accablé. On ne peut qu'en conclure que les économistes à l'origine de cet indicateur grotesque doivent vivre à l'écart du monde. Dans le cas contraire, ils se seraient aperçus que l'impôt leur permet de se faire soigner à l'hôpital, d'envoyer leurs enfants à l'école, d'utiliser le réseau routier français ou de pouvoir compter sur les forces de l'ordre en cas de besoin, entre autres prestations.

Cette version 2.0 du poujadisme préfère remettre en cause un des fondements de la solidarité nationale, plutôt que de poser la question des garanties de l'efficacité et de l'équité de celle-ci.

Le PCF défend une refonte en profondeur de la fiscalité en faveur d'un impôt plus juste, instaurant notamment une taxation des activités spéculatives, un calcul progressif de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés, ou encore un calcul de ce dernier à partir du chiffre d'affaires...

L'inégalité est un fléau, pas la solidarité.



L'actualité de la paix Par Patrick Le Hayric

Une nouvelle fois nous demandons la protection internationale du peuple palestinien avec un mandat clair de l'ONU.

N'oublions jamais ce fulgurant message de Jean Jaurès, à l'attention de ceux qui utilisaient déjà à l'époque l'argument de la guerre pour la liberté : « Donner la liberté au monde par la force est une étrange entreprise pleine de chances mauvaises. En la donnant on la retire. »

Les célébrations nationales du déclenchement de la Première Guerre mondiale semblent être passées à l'essoreuse de l'idéologie dominante. Celle d'une sorte d'aseptisation pour bien en cacher les causes, les acteurs essentiels et les effets politiques de long terme. Ainsi, ceux qui font mine de commémorer Jean Jaurès le jeudi l'oublie définitivement le dimanche. Lui avait alerté sur les dangers de cette tuerie et avait tout fait pour mobiliser contre ses causes. Nous n'acceptons pas cette tentative de consensus artificiel autour du douloureux souvenir qui, du monument aux morts du village le plus reculé à la flamme du soldat inconnu sous l'arc de Triomphe, résonne dans l'intimité de millions de familles.

Si commémorer consiste bien évidemment à rendre hommage au million et demi de Français massacrés, à cette génération sacrifiée et mutilée, aux soldats des colonies, tirés de leur pays natal pour aller mourir sur cette terre inconnue, nous n'oublions pas que commémorer consiste également à se souvenir des raisons qui ont poussé des populations, des nations et tout un continent, à se jeter à corps perdu dans l'abîme.

La Première Guerre mondiale ne fut pas « une guerre juste ». Elle fut une guerre qu'il ne fallait pas faire, commandée par des intérêts impérialistes, des rivalités coloniales, la guerre économique et un nationalisme belliqueux. L'Union sacrée de la victoire qui succéda à l'Union sacrée de la guerre chercha à gommer bien des aspects de la grande boucherie et il est bien triste de constater que, cent ans après, la cécité domine encore. Comment ne pas se souvenir qu'une fois Jaurès assassiné, et avec lui les derniers espoirs de paix, le pays entier, prisonnier de sa fièvre nationaliste, s'engagea sans compter ses morts dans la boucherie sanglante ; que chaque mètre gagné dans les tranchées fangeuses justifiait, aux yeux d'aristocrates généraux incompetents, l'odieux carnage ; que la personne humaine comptait si peu pour atteindre des objectifs de guerre absurdes.

Nous n'oublions pas que le traité de Versailles et les différents traités qui firent suite à l'armistice ont érigé l'humiliation des peuples vaincus, si chère à Clemenceau, comme principe, bien plus qu'ils n'ont contribué à préparer les conditions d'une paix durable. Ils allaient semer les germes de la revanche et préparer, à bien des égards, le cataclysme, vingt ans plus tard, de la Seconde Guerre mondiale.

Sous couvert de raison d'État, de défense de la nation, les élites françaises ont justifié l'injustifiable. Dès lors comment continuer comme avant ? Comment dans un monde livré à des instincts aussi primaires, au mépris de classe le plus sauvage, ne pas chercher à faire émerger un monde nouveau, à éradiquer les causes des guerres, à travailler à l'unité de l'ensemble des travailleurs. À la suite de cette mêlée barbare, le mouvement ouvrier, dont Jaurès pensait qu'il était la seule chance de paix, cherchera à lever la tête pour réaffirmer la nécessité de bâtir un monde de la paix, et d'amitié entre les peuples.

Nous portons, pour notre part, le souvenir de toutes les consciences libres qui, de Stefan Zweig à Jean Jaurès, d'Albert Einstein à Henri Barbusse, des mutins de 1917 à ceux de la mer Noire, avaient une si haute idée de la civilisation européenne qu'ils se refusaient à suivre la cynique propagande belliqueuse et nationaliste des va-t-en-guerre de chaque pays. Nous nous souvenons de Romain Rolland qui, dès 1914, écrivait ces lignes stupéfiantes de sagacité : « Cette jeunesse avide de se sacrifier, quel but avez-vous offert à son dévouement magnanime ? L'égorge mutuel de ces jeunes héros ! La guerre européenne, cette mêlée sacrilège, qui offre le spectacle d'une Europe démente, montant sur le bûcher et se déchirant de ses mains. »

Réfléchir aux causes des guerres est un exercice d'autant plus indispensable aujourd'hui que la raison semble avoir fui à nouveau les dirigeants des États au profit de tensions multiples et du recours aux armes. La course aux armements a repris de plus belle ! Les dépenses militaires mondiales ont doublé depuis 1990, la machine de guerre que constitue l'OTAN supplante de plus en plus l'Organisation des Nations Unies. Aux portes de l'Europe, en Ukraine, s'affrontent de grandes puissances impérialistes, prolongeant leur guerre économique pour le contrôle de ressources énergétiques. Une grande partie du Moyen-Orient est placée dans un insupportable chaos après des interventions nord-américaines ; en Libye, les chefs de guerre Sarkozy et Cameron ont laissé le pays exsangue, saccagé, aux mains de milices qui s'entre-tuent pour le contrôle de quelques puits de pétrole. Voici que les chrétiens d'Orient, dont la culture est enracinée sur les rives de l'Euphrate, sont pourchassés et massacrés. L'Afrique, ce continent si riche mais aussi si convoité, où de grands groupes capitalistes viennent se servir, n'en finit pas de vivre au rythme de guerres inter-ethniques et, comme dans de nombreux pays arabes, le terrorisme y pousse et repousse sur le terreau de la misère et de la pauvreté pour lui aussi dominer les travailleurs, priver de liberté et mutiler les femmes.

Aucune nation, aucun peuple ne serait épargné si la course aux arsenaux nucléaires n'était pas stoppée. Il y a urgence à faire respecter le traité de non-prolifération des armes nucléaires.

Et à Gaza, une nouvelle fois, les bombes israéliennes, souvent fournies par les États-Unis et des pays européens, pleuvent sur des enfants innocents, un peuple prisonnier et emmuré. Aucun être humain de cœur et de raison ne peut laisser faire sans crier sa colère. Une colère contre le gouvernement de droite israélien, soutenu par l'extrême droite, mais une colère aussi contre les grandes puissances, États-Unis et Union européenne en tête. Celles-ci laissent bafouer le droit. Celui pour le peuple palestinien de disposer de sa terre, de son État. Celui pour le peuple israélien de vivre en sécurité. Et pour les deux le droit à la vie et à la paix. Mais, croire ou laisser croire que la sécurité pour Israël s'obtiendra en humiliant sans cesse les enfants palestiniens, en leur imposant blocus, mur de séparation, vol de leur terre et de leur eau, destructions de leurs écoles, c'est accepter le crime. Il ne faut plus l'accepter ! La sécurité est anti-nomique avec la terreur et la guerre perpétuelle. Les dirigeants israéliens le savent. Alors, veulent-ils vraiment la sécurité pour leurs propres citoyens ? Ne nourrissent-ils pas plutôt un projet de long terme : celui du « grand Israël » qui implique la négation pure et simple des Palestiniens et de la Palestine ?

Il ne faut pas laisser faire ! Celles et ceux qui manifestent régulièrement dans nos villes et ailleurs dans le monde pour l'application du droit international sont l'honneur de la belle et grande cause humaine. J'ai énuméré, ici même la semaine dernière, plusieurs actions politiques à développer.

Face aux mensonges de la droite israélienne, à cette arrogance allant jusqu'à bombarder des écoles sous contrôle des institutions de l'ONU, au torpillage de toute discussion, y compris celles menées par les États-Unis (on apprend désormais qu'ils écoutaient les conversations de J. Kerry avec les dirigeants palestiniens), il faut des actes.

Des actes de la part de notre gouvernement et de l'Union européenne. Enfin le président F. Hollande a haussé le ton lundi dernier. Pourquoi avoir attendu alors que ce carnage dure depuis 30 jours avec deux mille tués et près de dix mille blessés ? Il faut des actes d'urgence et cesser de tergiverser ! Il faut des sanctions ! Par-delà les trêves et les cessez-le-feu, il faut maintenant s'atteler à la question de fond : l'existence d'un État palestinien. Des sanctions pour faire asseoir le gouvernement israélien à une table des négociations où il doit reconnaître le droit international et permettre au peuple palestinien de recouvrer sa souveraineté politique, territoriale et économique.

L'un des moyens est de suspendre l'accord d'association Union européenne-Israël et cesser tout échange commercial, particulièrement pour les produits issus des colonies.

Comme pour l'Afrique du Sud en son temps, une campagne populaire internationale de boycott et de désinvestissement permettra de modifier concrètement le rapport des forces tout en créant de nouvelles alliances avec la société israélienne. Tous les citoyens peuvent s'emparer de ce mot d'ordre et agir. Ce sera efficace. La liste des produits importés est disponible. Agissons solidairement.

L'Assemblée générale des Nations unies doit pouvoir se saisir directement des crimes humanitaires et de guerre qui ont lieu à Gaza, ainsi que du refus d'appliquer toutes les résolutions antérieures. La Palestine doit pouvoir adhérer à la Cour pénale internationale pour faire valoir ses droits. Continuer de tergiverser sur cet enjeu, c'est laisser l'autorité palestinienne désarmée. Enfin, une nouvelle fois, nous demandons la protection internationale du peuple palestinien avec un mandat clair de l'ONU en ce sens, en discutant avec l'autorité palestinienne de ses besoins, mais aussi des moyens à initier pour reconstruire Gaza et relancer l'économie en Palestine.

En même temps, il faut soutenir le processus d'unité palestinienne pour que se tiennent des élections libres dans toute la Palestine. Libres implique de libérer tous les prisonniers politiques, dont les parlementaires et Marwan Barghouti. Refusons la guerre israélienne perpétuelle ! Elle est un poison pour toute la région. Elle est le symbole d'un blocage empêchant de construire un nouvel ordre mondial de paix et de justice.

N'oublions jamais ce fulgurant message de Jean Jaurès, à l'attention de ceux qui utilisaient déjà à l'époque l'argument de la guerre pour la liberté : « Donner la liberté au monde par la force est une étrange entreprise pleine de chances mauvaises. En la donnant on la retire. » Rien n'est plus vrai !

Loyer du Vélodrome de Marseille : une mise au point

<http://jeanmarcoppola.fr/2014/07/28/loyer-du-velodrome-de-marseille-une-mise-au-point/>

Puisqu'aujourd'hui chacun y va de sa petite histoire et de sa position, oubliant ce qu'étaient les différentes positions il y a à peine 3 ans, je reviens un peu en arrière sur ce sujet brûlant, pour que l'opinion publique ne retienne pas seulement ma position de soutien au maire de Marseille sur le loyer lors du dernier conseil municipal.

Petit rappel

Tout d'abord, la modernisation était évaluée à 272 millions d'euros d'argent public avec pour prétexte l'accueil des matchs de football de l'Euro 2016.

Aujourd'hui, on peut estimer que le montant est beaucoup plus important, mais toute la transparence des comptes devra être faite.

Un investissement colossal que j'avais comparé, en 2011 au moment de la décision, à l'équivalent de 7 lycées neufs. C'est la raison pour laquelle je n'avais pas voté cette délibération en conseil municipal, ne suivant pas le vote du président du groupe communiste de l'époque.

Au regard des priorités à Marseille sur le logement, les déplacements, l'emploi, ce chantier est décidément superflu. Pour la petite histoire, je rappelle que les élus communistes à la ville étaient favorables à la seule couverture du Stade qu'ils ont proposée dès 1995, mais à laquelle tout le monde était opposé à l'époque.

En 2008, la modernisation prévoit donc un vaste chaudron pour le sport et le spectacle de façon à rentabiliser l'infrastructure.

Fort de notre position en 1995, je convaincs donc Michel Vauzelle de ne pas suivre la demande de Jean-Claude Gaudin qui réclamait 30 millions d'€ à la Région, comme à la CUM et au CG 13.

La comparaison des 7 lycées fait mouche et la Région s'engagera sur 10 M€ soit la quote-part de la Région sur la couverture qui était estimée à environ 80 M€, loin des 272 M€.

Nous avons investi 2 M€ pour le stade de rugby et 8 M€ pour les équipements sportifs de la ville utilisés par les lycéens. Soit au total 20 M€ et une économie de 10 M€ par rapport à la demande.

Si l'État (époque Sarkozy) et les deux autres collectivités n'avaient pas suivi les demandes de Jean-Claude Gaudin, aujourd'hui la polémique n'aurait pas lieu. La modernisation aurait été modeste et certains ne poseraient pas la question : « mais que faire des 67.000 places ? »

Les décisions entre 2008 et 2011 ont donc été prises à la hâte, sans anticiper des sujets comme le loyer, avec un quasi consensus, y compris de ceux comme Patrick Mennucci qui, aujourd'hui, veulent vendre le stade municipal.

Concernant le loyer : 380 000 € par match ou 8 M€ par an

C'est la somme proposée dans une délibération au dernier conseil municipal du 30 juin, que j'ai votée.

Une somme estimée par la Chambre régionale des comptes. J'avais proposé en 2011 à ce sujet un loyer de 11 millions d'euros, refusant que la différence entre ce que paie le club et le coût global du fonctionnement du stade soit à la charge des contribuables marseillais. La négociation s'est donc engagée entre la ville et l'OM pour arriver au chantage indécent de ce dernier.

A présent, que faire ? Rappeler toutes ces responsabilités permet d'entrevoir des réponses.

Les dirigeants de l'OM se comportent comme des fraudeurs fiscaux qui s'exilent en Suisse pour ne pas payer d'impôts. C'est honteux quand on imagine les salaires des joueurs et de l'entraîneur.

Que toute la transparence soit faite sur ces montants, y compris sur ce que verse l'OM à d'anciens entraîneurs, avant de verser des larmes de crocodile sur les faibles moyens du club.

La position des dirigeants de l'OM est honteuse quand on fait le bilan de toutes ces années de cadeaux où l'OM n'a quasiment rien payé au contraire d'autres clubs en France.

Ces gens sont des enfants gâtés qui ont l'indécence de ne pas être solidaires alors que l'on nous rebat les oreilles avec la « crise ».

Enfin, cette attitude relève d'un **grand mépris pour les supporters marseillais** qui sont avant tout des citoyens et des contribuables.

Rappelons bien que ce sont les contribuables Marseillais qui prendront en charge tout ce que ne paiera pas l'OM, en plus de ce qu'ils paient déjà à travers les impôts au CG 13 et à la CUM qui ont investi chacun 30 M€.

Enfin, relevons une contradiction : l'OM dit ne pas avoir les moyens de payer le loyer demandé et serait prêt à construire son propre stade... Cherchez l'erreur !

Nous sommes bien dans le sport business, la gangrène du football par l'argent. Ce n'est pas le point de vue d'un élu mais également celui d'un ancien président du CREPS qui a une haute conception du sport de haut niveau.

Pour conclure, je souhaite que le maire de Marseille tienne bon sur le montant du loyer qui est un minimum.

Toute modification de ce montant devra de toute façon passer par une nouvelle délibération en conseil municipal.

D'ici là, combien de fois l'OM baladera ses supporters à Montpellier ou ailleurs ?

Il serait grand temps que les Marseillaises et les Marseillais se mêlent de ce sujet pour exiger que l'argent public soit bien utilisé.

Nous portons plainte pour injure contre le Maire de Saint-Étienne! (JC42) Mardi 22 Juillet 2014

En marge d'une cérémonie en hommage à Jean Jaurès, le 5 juillet 2014, le maire de Saint-Étienne s'en est pris aux Jeunes Communistes de la Loire, voilà la déclaration de Jeunes communistes de la Loire

Samedi 5 juillet, lors de la commémoration du centenaire de l'assassinat de Jean Jaurès, Gaël Perdriau, maire de Saint-Étienne, s'est exprimé en ces termes à propos de militants de la Jeunesse Communiste de la Loire : « ce sont des fascistes, ce sont des anarchistes, ils ont un drapeau anarchiste ». M. Perdriau réagissait à la présence d'un drapeau rouge porté par une dizaine de jeunes communistes. Il ne doit pas connaître cette photographie prise au Pré-Saint-Gervais en 1913, lors d'un discours pacifiste, où Jaurès s'est fait immortaliser devant un drapeau rouge. Ce drapeau rouge est le symbole de l'unité du peuple français contre l'oppression, de la fondation de la République et il constitue ainsi l'une des trois couleurs du drapeau national. C'est pour poursuivre cet idéal de la gauche révolutionnaire que nos camarades arboraient ce jour-là ce même drapeau. En assimilant celui-ci à un symbole anarchiste, M. Perdriau chercherait-il à faire oublier le sens réel de cette mémoire ? Pire que cela, il crée des amalgames en faisant des affiliations politiques honteuses : nos camarades avec un drapeau rouge seraient non seulement anarchistes mais aussi fascistes !

Deux jours plus tard lors du conseil municipal du lundi 7 juillet, Maryse Bianchin, élue PCF, interpella le maire afin qu'il retire ses propos insultants. M. Perdriau précisa alors le fond de sa pensée : selon lui, le communisme s'apparente au nazisme, voilà pourquoi il nous avait qualifié de fascistes lors de la commémoration du 5 Juillet.

Nous Jeunes Communistes de la Loire, déplorons ces attaques verbales envers nos camarades présents ce jour-là et par là même, envers l'ensemble de notre organisation. Depuis toujours, les jeunes communistes ont prolongé le combat jaurésien pour la paix et la liberté : pour la libération de Mandela et contre le régime d'Apartheid, la Résistance anticolonialiste en Algérie, la paix en Palestine, etc. Cette année 2014, notre organisation était à l'initiative d'une semaine de la pensée marxiste consacrée à la figure de Jean Jaurès ainsi que d'un tournoi de football en faveur de la Palestine. Si nous saluons la tenue de cérémonies en la mémoire de Jaurès, notre adhésion à ses thèses ne se restreint donc pas à faire acte de présence lors des commémorations. Nos camarades sont à leur place dans de tels rassemblements, les qualifier ce jour-là de fascistes est ainsi vraiment déplacé et absurde, qui plus est dans la bouche d'un élu de la République.

De plus, l'Histoire de Saint-Étienne s'est en partie écrite avec le sang des communistes de la Loire. Ici, les communistes furent nombreux à prendre le maquis (Haute-Loire, Pilat, monts du Forez, etc.) et à entrer en Résistance contre le régime de Vichy allié à l'Allemagne nazie. Ils furent nombreux à ne jamais revenir. Parmi ces grands noms de la Résistance locale, il y a Théo Vial-Massat, Baptiste Beaulaigue, Serge Veysière, Camille Pradet, Denise Bastide ou Joseph Sanguedolce, un des prédécesseurs de M. Perdriau à la mairie. Ces résistants étaient tous des communistes dont l'engagement contre le fascisme, pour la liberté et la République française devrait inspirer d'avantage de respect à l'actuel maire de Saint-Étienne.

En assimilant communisme et nazisme, M. Perdriau souhaite faire disparaître une double mémoire. Celle de la gauche révolutionnaire, de son combat historique pour la paix, la justice sociale, contre le fascisme et l'impérialisme, et celle de la droite libérale et conservatrice, dominée par la défense des intérêts de la haute bourgeoisie et du système capitaliste, proche dans les valeurs mais aussi dans les actes et les alliances politiques avec l'extrême-droite.

Monsieur Perdriau sait bien que nous ne sommes pas des fascistes mais dire cela lui permet de détourner la réalité historique selon ses intérêts politiques, en attribuant les pires atrocités de l'Histoire à ceux qui les ont combattus et qui étaient souvent bien seuls dans leur lutte.

Ils étaient antifascistes, nous le sommes. Ils étaient communistes, nous le sommes. Ils portaient le drapeau rouge, nous le portons et le porterons toujours.

En définitive, M. le maire de Saint-Étienne cherche à jeter le discrédit sur notre idéologie politique : le marxisme. Il jette par la même le discrédit sur l'œuvre et l'action du grand tribun qu'était Jean Jaurès, l'un des plus grands représentants du marxisme en France. Souvenons-nous que de son vivant, Jaurès a été conspué et insulté par la droite française au nom de l'Union Sacrée. Elle continue de le faire aujourd'hui en dépolitisant son combat.

Si, finalement, c'est notre esprit révolutionnaire que M. Perdriau ne supporte pas, comment pouvait-il rendre hommage à Jean Jaurès qui était comme nous, un révolutionnaire ?

Vive le Socialisme !
Hommage à Jean Jaurès !
Nous continuons son combat.

<http://www.jeunes-communistes-42.org>

Oh ! le vilain petit canard !

<http://www.humanite.fr/oh-le-vilain-petit-canard-549001>

La dernière édition du Canard enchaîné consacre une de ses pages à un échange supposé, plutôt direct, entre un « journaliste de l'Humanité » et Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS. L'altercation verbale se serait déroulée, selon le témoin aviaire, à la fin de la commémoration de l'assassinat de Jean Jaurès à la Taverne du Croissant, ce jeudi 31 juillet.

« Tiens, voilà les vilains ! » lance le camarade rédacteur » écrit notre confrère : « Fine allusion au patronyme de l'assassin de Jaurès, Raoul Villain ». Fine allusion en effet, perfide même, si elle avait été, effectivement, persiflée par un des journalistes de l'Humanité, au lieu dit. « Camba » aurait même rétorqué, dans le feu de l'échange : « Tu es venu seul, ou avec ton piolet ? ».

Après enquête approfondie et vérification des moult fautes, marteaux et piolets disponibles, comme chacun sait, au siège de la rédaction de l'Humanité, il s'avère qu'aucun des ustensiles mentionnés n'a fait l'objet d'un usage contondant par les rédacteurs du journal qui avait organisé l'hommage qu'il lui devait à son fondateur peu avant l'heure des événements relatés.

Las ! Aucun « camarade rédacteur » ne fut même de la bronca et notre confrère de Canard enchaîné, distrait sans doute, a pu confondre l'origine des mots fleuris et l'identité des protagonistes de la joute oratoire dont il a produit un si brillant compte-rendu.

Ce que c'est que d'avoir bon-bec plus que de malice ! Mais c'est sans rancune aucune. Petit canard deviendra grand.

**Commémorer Maurice Thorez (1900 - 11 juillet 1964) :
une nécessité pour le PCF et les communistes** (extraits)

<http://vivelepcf.fr/3154/commemorer-maurice-thorez-1900-11-juillet-1964-une-necessite-pour-le-pcf-et-les-communistes/>

Il y a 50 ans, le 11 juillet 1964, Maurice Thorez, mourrait d'une congestion cérébrale à 64 ans. Le 16 juillet 1964, sous une chaleur torride, des centaines de milliers de communistes, de sympathisants, de travailleurs défilaient à Paris pour ses obsèques. Pendant plus de 30 ans, la vie de Maurice Thorez, secrétaire général (président à la toute fin) du PCF, s'est confondue avec l'histoire de notre parti, dans sa période la plus structurante, à travers les plus dures épreuves, au moment de sa plus forte influence dans le pays. Dans l'histoire collective du Parti Communiste Français, en lien avec le mouvement communiste international, la personnalité de l'ancien mineur, devenu dirigeant politique et homme d'État, a joué un rôle propre, souvent décisif. (...)

Maurice Thorez est la personification et un acteur principal de la constitution du Parti de classe en France.

Ouvrier devenu intellectuel organique et homme d'État : les historiens sociaux-démocrates, formés à la subordination à l'idéologie dominante, peuvent ricaner, ergoter sur les reformulations de son autobiographie « Fils du peuple », mais Thorez l'était et en cela aussi, sans aucune discrimination pour les intellectuels de profession, il représentait le Parti et la capacité de tous les travailleurs à prendre leurs intérêts en main, à en faire l'intérêt général, grâce au Parti Communiste.

A propos, c'est à Thorez ministre que l'on doit, entre autres, le statut de la fonction publique.

Thorez est aussi celui qui initie et incarne une certaine politique unitaire marquée par le rassemblement antifasciste, le Front populaire, la Libération. La non-participation au gouvernement en 36 est un choix controversé mais qui s'est vite avéré juste devant l'orientation de Blum.

Cette stratégie du rassemblement s'est exprimée en 1946 dans la fameuse interview au Times, où Thorez envisage d'autres possibilités de passage au socialisme que l'exemple russe. Mais chaque fois, la politique audacieuse d'union qu'il propose et met en œuvre avec ses camarades, se fait sur la base d'un PCF fort, en progrès, ancré dans la classe ouvrière. Cela ferait presque rire quand certains citent Thorez pour justifier des alliances électoralistes ou des « gauches plurielles ».

L'interview du Times, répondant à la fois à un contexte historique particulier marqué par les 28% du PCF aux législatives et la création des démocraties populaires, où les nationalisations étaient des concessions au mouvement ouvrier, a ouvert une perspective de prise du pouvoir par les partis des travailleurs que le système a mis des années à étouffer dans l'Union de la gauche. Mais la vision de Thorez reste féconde.

Il y en a assez aussi d'entendre citer Thorez par la droite régulièrement pour expliquer qu'il « faut savoir finir une grève » en oubliant d'ajouter la suite de la citation de 1935 « dès l'instant où les revendications essentielles ont été obtenues ». Thorez a été responsable syndical. Le rapport entre le Parti à l'entreprise et le syndicat sont une de ses préoccupations essentielles. Toute revendication doit être politisée mais toute action politique doit partir de l'objectif de la satisfaction de la revendication. La citation de 1935 a un précédent, explicité en interne en 1932 : « Savoir terminer une grève peut être plus important que la déclencher ; il faut apprendre à conclure parfois une sorte d'armistice, à ne pas insister sur toutes les revendications pour obtenir la rentrée avec un mouvement conscient de sa force et prêt à d'autres luttes ». Oui.

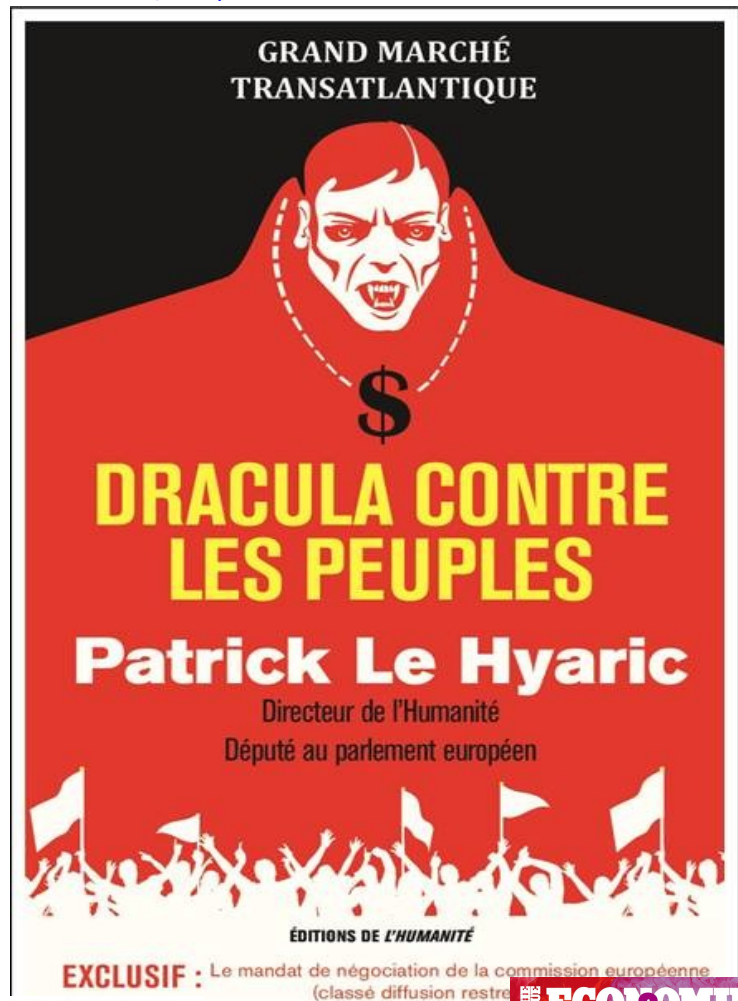
De Thorez, on devrait évoquer aussi, dans les contradictions historiques successives, l'engagement et les initiatives anticolonialistes, dès l'opposition à la guerre du Rif. De Thorez, on devrait évoquer le rejet de l'atlantisme et des prémices de l'Union européenne avec le Plan Marshall. De Thorez, on devrait étudier les analyses affûtées de la situation politique comme au congrès du PCF de Villeurbanne de janvier 1936, document historique essentiel, observation concrète d'une situation concrète, fidèle aux principes fondamentaux du marxisme-léninisme, à quelques mois de la victoire du Front populaire.

Oui Thorez se confond avec toute l'histoire du PCF. Il en a été un acteur dirigeant. Mais l'histoire, le fil de ses événements, masquent parfois le principal. Pour nous communistes de 2014, le principal est peut-être que Thorez a été, là encore incarnation et acteur majeur de la construction du PCF comme Parti de classe et de masse, centré sur la lutte des classes, organisant et renforçant ceux qui ont le plus intérêt à la mener et qui portent la perspective politique révolutionnaire se jouant et se déjouant des pièges de la démocratie bourgeoise.

Oui Thorez peut continuer à inspirer les communistes, les marxistes-léninistes en France en 2014.

A lire

Le livre de Patrick Le Hyaric « Grand marché transatlantique : Dracula contre les peuples » aux éditions de l'Humanité. Pour le commander, téléphoner au 01.49.22.72.18



APRÈS L'HUMAIN D'ABORD !



**L'Humanifeste
du PCF** "Il est
grand temps de
rallumer les étoiles"
**Économie &
Politique**
Dossier coût du
capital



Transition énergétique : priorité au service public !

La loi de transition énergétique présentée en Conseil des ministres ce 30 juillet devrait être discutée à l'Assemblée Nationale début octobre.

L'objectif de diminuer par deux nos consommations d'énergie à l'horizon 2050 y est réaffirmé. Cet objectif est contestable et il est pour le Parti Communiste un objectif insoutenable ! Cette perspective est complètement incohérente avec l'évolution démographique de notre pays dont les prévisions s'achèment vers 70 millions d'habitants en 2050 et d'autre part par l'exigence du droit à l'énergie pour tous en corrélation avec la satisfaction des besoins sociaux. Les baisses de consommation observées ne sont que les conséquences de la crise sur l'activité économique et l'augmentation de la précarité énergétique.

Le PCF ne se résigne pas à la désindustrialisation de notre pays. Et cela suppose un accroissement de nos capacités de production et donc de consommation d'énergie.

Notre première priorité : la réduction massive des Gaz à Effet de Serre (GES). En ce sens, nous pensons qu'il est inopérant de vouloir réduire la part de l'électricité nucléaire dans le mix énergétique.

Le transport qui reste le premier secteur émetteur de GES n'est évoqué qu'à travers le développement de la voiture électrique et du déploiement de bornes de recharge : **le transport collectif ou le fret ferroviaire sont totalement absents.**

Quand à la lutte contre la précarité énergétique, seul est évoqué un chèque énergie dont on ne sait comment il sera financé et à quelle hauteur et quelles seront les conditions de son obtention. Si celui-ci peut paraître plus « juste » car couvrant plusieurs modes de production, nous refusons que sa mise en place s'accompagne de la disparition des actuels tarifs sociaux. Cela n'est pas admissible.

L'inscription dans le projet de loi de l'ouverture à la concurrence des concessions hydrauliques à l'occasion de leur renouvellement participe à une **privatisation pure et simple** de la production hydroélectrique. Or notre hydroélectricité participe à faire face également à l'intermittence des énergies renouvelables comme l'éolien ou le photovoltaïque. L'eau est un bien commun de la Nation et un droit universel !

A l'heure où les besoins de financements sont considérables pour répondre aux objectifs de développement de nos énergies renouvelables et de réduction significative de nos émissions de GES, il serait inadmissible de participer à la grande braderie de notre parc hydraulique.

Pour les communistes il est essentiel de réaffirmer la place du secteur public dans toutes les composantes de l'énergie.

Avec cette première réaction, le Parti Communiste Français exprime son ambition de prendre une part active avec ses élus dans le débat parlementaire pour exiger de réelles avancées sur l'ensemble des sujets évoqués dans le projet de loi.

La Fête de l'Humanité 2014, c'est parti !



Rendez-vous le 12, 13, 14 septembre 2014 au Parc départemental Georges Vallon à la Courneuve. Avec Bernard Lavilliers, Massive Attack, Scorpions, IAM, Alfa Blondy, Temples, les Ogres de Barback, Ayo, Puggy... Un lieu unique de fête, de musique, de culture, de politique, de convivialité et de rencontres... venez à la Fête de l'Humanité vivre des moments inoubliables.

Achetez déjà vos billets : > BILLETTERIE <
<https://fetehumanite2.fnacspectacles.com/recherche/rechercheRapide.do?search=fete+de+l%27humanite>
Suivez l'actualité de la Fête sur la page Facebook
<https://www.facebook.com/FetedelHumanite>

A voir sur l'internet

Bourdin Direct: Pierre Laurent – 29/7
http://www.dailymotion.com/video/x22co92_bourdin-direct-pierre-laurent-29-07_news
André Chassaigne : "interdire les manifestations pro-palestiniennes, une erreur très grave"
<http://www.itele.fr/politique/video/andre-chassaigne-interdire-les-manifestations-pro-palestiniennes-une-erreur-tres-grave-88999>
Jaurès, réveille-toi, ils sont devenus fous !
http://www.dailymotion.com/video/x21uzkr_jaures-reveille-toi-ils-sont-devenus-fous_webcam
Vidéo rétrospective de la Fête de l'Humanité...
<http://fb.me/ZAjbTKw2>
Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.
<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

Pétitions en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !»
<http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>
Pétition de l'Huma pour une protection internationale du peuple palestinien : <http://www.humanite.fr/petition-notre-appel-pressant-pour-une-protection-internationale-du-peuple-palestinien-547823>
Pour la dissolution administrative de la Ligue de Défense Juive : <http://dissolutiondelaldj.wesign.it/fr>
PÉTITION ANTI TAFTA <https://www.collectifstoptafta.org>

Inde : L'horreur de l'anticommunisme au Bengale-occidental

Dimanche 10 Août 2014

http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/Inde-L-horreur-de-l-anticommunisme-au-Bengale-occidental_a8252.html
Le Parti Communiste d'Inde Marxiste (CPIM) publie un rapport sur les violences anticommunistes commises par les militants du Trinamool congress (AITC) et l'Indian Congress (INC) contre les syndicalistes et les militants du Left Front, dans l'état du Bengale-occidental après les élections générales de mai 2014. Des chiffres qui jettent un effroi - traduction Nico Maury
Militants tués : 159 ; Poussés au suicide : 13 ; Suicides de paysans (depuis le 12 octobre 2011) : 90 ; Viols : 24 ; Violences : 521 ; Violences physiques contre des femmes : 1049 ; Blessés et hospitalisés : 9341 ; Expulsés de leurs domiciles : 49.525 ; Maisons pillées, saccagées et brûlées : 6550 ; Locaux du CPIM pillés et occupés : 1373 ; Attaque des réunions du CPIM : 14 ; Locaux des organisations de masses et syndicats pillés et saccagés : 319 ; Attaques pendant le processus électoral : 113 ; Attaques sur les établissements d'enseignement du Parti : 297 ; Bureaux de l'Union des étudiants capturés : 143 ; Points de ventes du journal communiste "Ganashakti" détruits : 381 ; Arrestations arbitraires : 7685

L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.

Dès maintenant, faites un don en ligne.
<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>

